



KPMG SA
12 Quai Armand Considère
29200 Brest

Centre social et culturel de Bellevue Association

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
Centre social et culturel de Bellevue Association
1 rue PierreTrépos - 29200 BREST

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92056 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
12 Quai Armand Considère
29200 Brest

Centre social et culturel de Bellevue Association

1 rue PierreTrépos - 29200 BREST

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association Centre social et culturel de Bellevue,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Centre social et culturel de Bellevue relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Brest, le 23 mai 2025

KPMG SA


Signé par **Thomas Roimier**

Thomas Roimier

Associé

BILAN ACTIF

	Exercice 2024			Exercice précédent
	Brut	Amortissement	Net	31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, logiciels et droits similaires	6 545	2 625	3 920	0
Fond commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrain				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillages industriels	89 094	42 839	46 255	51 941
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations grevées de droits				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	3 236		3 236	1 656
TOTAL (I)	98 875	45 464	53 411	53 597
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en cours				
Matières premières et approvisionnements				
En-cours de productions de biens				
En-cours de productions de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Créances centres et comptes rattachés				
Autres créances	113 329		113 329	117 950
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	335 951		335 951	299 136
Caisse				
Charges constatées d'avance (4)	133		133	133
TOTAL (II)	449 281	0	449 414	417 220
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursements des emprunts (IV)				
Écart de conversion actif (V)				
TOTAL DE L'ACTIF	548 155	45 464	502 825	470 816

(1) : Dont droit au bail

(2) : Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières

(3) et (4) : Dont à plus d'un an (brut)

BILAN PASSIF

	Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise (legs, donations, subv. Inv. Biens renouvelables)		
Écarts de réévaluation		
Réserves	261 970	208 040
<i>Réserves pour projet de l'entité</i>		
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	8 006	53 930
Fonds associatifs avec droit de reprise	29	
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Écarts de réévaluation		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables par l'organisme	38 424	39 720
Provisions réglementées		
Droit des propriétés		
TOTAL (I)	308 429	301 689
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds dédiés	10 275	4 500
Fonds dédiés sur autres ressources (apports, donc, legs et donations)		
TOTAL (II)	10 275	4 500
PROVISIONS		
Provisions pour charges (retraite)	18 719	15 485
Provisions pour risques		
TOTAL (III)	18 719	15 485
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières diverses (3)	71	47
Avances et acomptes reçus sur commande en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	86 526	81 815
Dettes fiscales et sociales	47 747	48 113
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	11 850	2 988
Produits constatés d'avance (1)	19 207	16 178
Total (III)	165 401	149 141
TOTAL DU PASSIF	502 825	470 816

(1) Dont à plus d'un an, Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

(3) Dont emprunts participatifs

COMPTES DE RÉSULTAT

	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	2 704	2 538
Ventes de biens	4 029	4 017
Ventes de prestations de services	91 999	87 877
Production stockée		
Production immobilisée		
Subvention d'exploitation	594 438	639 047
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	18 201	12 281
Utilisation des fonds dédiés autres produits	4 500	5 846
Dons	233	
(I) TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	716 104	751 606
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	5 350	4 748
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stocks (matières premières)		
Autres achats et charges externes (2)	268 549	274 490
Impôts, taxes et versements assimilés	5 512	6 678
Salaires et traitements	315 691	303 602
Charges sociales	96 428	91 430
Dotations aux amortissements sur immobilisations	15 286	13 505
Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants	3 480	3 019
Dotations provisions pour retraites		
Autres charges	3 652	1 078
Reports en fonds dédiés	10 275	4 500
(II) TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATIONS	724 223	703 050
1 RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-8 118	48 556
Opérations faites en commun		
Excédents ou déficits transférés (III)		
Déficits ou excédents transférés (IV)		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation		
Produits financiers des autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 688	2 296
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
(V) TOTAL PRODUITS FINANCIERS	2 688	2 296
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
(VI) TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES	0	0
2 RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	2 688	2 296
3 RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)	-5 430	50 851

(1) : Dons, legs et donations, produits liés à des financements réglementaires, vente de dons en nature

(2) : Y compris redevances de crédit-bail mobilier, immobilier.

COMPTE DE RÉSULTAT

	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		490
Sur opérations en capital	13 436	11 676
Reprises de fonds dédiés		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)	13 436	12 166
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		9 087
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)	0	9 087
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	13 436	3 078

TOTAL DES PRODUITS	732 229	766 068
TOTAL DES CHARGES	724 223	712 138

5 – EXCÉDENT OU DÉFICIT (total des produits - total des charges)	8 006	53 930
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	152 396	153 795
Prestations en nature		
Bénévolat	118 082	128 678
TOTAL	270 478	282 473
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	152 396	153 795
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	118 082	128 678
TOTAL	270 478	282 473

OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION

L'association a pour objet d'animer et de gérer le Centre social et Culturel situé dans le quartier de Bellevue, à Brest avec comme finalités :

- L'inclusion sociale et la socialisation des personnes.
- Le développement des liens sociaux et la cohésion sociale sur le territoire.
- La prise de responsabilité des habitants et le développement de la citoyenneté de proximité.

L'association se veut être un lieu :

- De proximité à vocation globale, familiale et intergénérationnelle, qui accueille toute la population en veillant à la mixité sociale.
- D'animation de la vie sociale permettant aux habitants d'exprimer, de concevoir et de réaliser leurs projets.

MISSIONS :

Quatre missions spécifiques du centre social :

- Axe 1 - Développer le lien social et familial.
- Axe 2 - Promouvoir la solidarité et favoriser l'accès aux droits.
- Axe 3 - Favoriser l'accès aux loisirs éducatifs et à la culture.
- Axe 4 - Renforcer l'animation de proximité.

MOYENS MIS EN ŒUVRE :

Moyen humain :

- 9 salariés permanents en CDI (6 salariés associatifs et 3 salariés Caf)
- 11 salariés en CDI (animateurs d'activité/personnel de service)
- 70 bénévoles réguliers dont 15 administrateurs

Moyens matériels :

- Centre social de Bellevue (rue Pierre Trépos) et local annexe (rue de Cornouailles).
- Matériels nécessaires à l'activité.

Moyens financiers :

- Lié au budget annuel de fonctionnement.

FAITS SIGNIFICATIFS

Le budget du Centre Social Bellevue est en légère diminution par rapport à 2023.

Notons en 2024, l'application d'un avenant à la convention collective ALISFA qui vient augmenter les charges de personnel.

1. PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1.1 Principes généraux

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément à la réglementation française en vigueur, résultant des arrêtés du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

L'association a arrêté ses comptes en respectant le nouveau plan comptable n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

1.2 Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

1.3 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

1.4 Les subventions d'exploitation

Les subventions font l'objet d'une comptabilisation dans les produits d'exploitation l'année de leur attribution. Lorsque la subvention octroyée concerne plusieurs exercices, un produit constaté d'avance est comptabilisé pour la partie relative aux exercices suivants.

1.5 Les fonds dédiés

Des fonds dédiés sont dotés lorsque, à la clôture de l'exercice, des subventions affectées par les tiers financeurs à des projets définis n'ont pu être utilisés conformément à l'engagement pris à leur égard. Ces fonds sont repris lorsque le projet a été réalisé.

Variation des fonds dédiés :

Projet	Montant initial	Fond à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours de l'exercice	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restants à engager en fin d'exercice
Préfet Finistère : "un jour en famille"	2 500	0	2 500	0	0
Conf.fin. 29 "spectacle théâtrale"	4 000	0	2 000	0	0
Conf.fin. 29 "E seniors - numérique"	10 275	0	0	10 275	10 275
TOTAL	6 500	0	4 500	0	10 275

1.6 Informations complémentaires

Provision d'indemnités de départ à la retraite

Cette provision est enregistrée au bilan du Centre Social et Culturel de Bellevue pour **18 719 €**.

Notons, que la provision est calculée pour l'ensemble des salariés.

Elle est évaluée chaque année à partir des hypothèses de calcul suivantes :

Application des modalités d'indemnités de départ prévues dans la convention collective nationale du 4 juin 1983.

- 1/60^{ème} de la rémunération annuelle par année de présence avec un maximum de 15 ans.
- Prise en compte de l'application du taux personnalisé de charges sociales.

Les comptes annuels 2024 présentent un total de charges de **724 223 €** et un total de produits de **732 229 €** pour un résultat excédentaire de **8 006 €**.

2. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

2.1 BILAN ACTIF

2.1.1 Immobilisations incorporelles

Modes et durées des Amortissements :

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	1 à 3 ans

Tableau de mouvement des immobilisations sur l'exercice :

	VALEUR BRUTE				AMORTISSEMENT			
	déc.-23	Plus	Moins	déc.-24	déc.-23	Plus	Moins	déc.-24
Logiciels	2 324	4 221		6 545	2 324	301		2 625
TOTAL	2 324	4 221	0	6 545	2 324	301	0	2 625
VNC au 31 12 2024				3 920				

2.1.2 Immobilisations corporelles

Modes et durées des Amortissements :

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 à 4 ans
Matériel et outillage	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	5 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans

Tableau de mouvement des immobilisations sur l'exercice :

Immobilisations	VALEUR BRUTE				AMORTISSEMENT			
	déc.-23	Plus	Moins	déc.-24	déc.-23	Plus	Moins	déc.-24
Matériel et outillage	10 461	4 914	2 861	12 515	8 071	1 520	2 861	6 730
Matériel de transport	34 079			34 079	8 655	6 816		15 470
Matériel de bureau informatique	33 327		1 817	31 510	12 954	5 655	1 817	16 792
Mobilier	9 597	4 385	2 993	10 990	5 845	995	2 993	3 847
TOTAL	87 465	9 299	7 671	89 094	35 524	14 986	7 671	42 839
VNC au 31 12 2024				46 255				

2.1.3 Immobilisations financières

Immobilisations	VALEUR BRUTE				AMORTISSEMENT			
	déc.-23	Plus	Moins	déc.-24	déc.-23	Plus	Moins	déc.-24
Autres immobilisations	1 656	1 580		3 236	0			0
TOTAL	1 656	1 580	0	3 236	0	0	0	0
VALEUR NET COMPTABLE				3 236				

2.1.4 Créances

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéance à moins d'un an	Échéance à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé			
Clients douteux ou litigieux			
Créances de l'actif circulant	113 329	113 329	0
Créances clients et comptes rattachés			
Autres			
TOTAL	113 329	113 329	0

2.1.5 Produits à recevoir

PARTENAIRES	Produits à recevoir
CAF subvention mobilier materiel pour l'ALSH	5 486
CAF 29 . PS ALSH EXTRA	2 373
CAF 29 . BONUS CTG ALSH EXTRA	1 181
CAF 29 . PS ALSH PERI	1 407
CAF 29 . BONUS CTG ALSH PERI	1 038
CAF 29 AGC	24 229
CAF 29 ACF	8 106
CAF 29 CLAS	6 175
Etat VACANCES APPRENANTES ETE 2024	6 467
CAF 29 Subvention de fonctionnement	39 713
CAF ALSH 2 MINI SEJOURS NUIT A MILIZAC	900
CAF 29 Sorties familiales 2024	3 500
ICEO café de l'emploi	220
DDTES – CITE EDUC (TRANSFERT CHARGE PASS BRETOIS)	1 500
VERT LE JARDIN – TRANSFERT CHARGES	181
Uniformalion EMMANUELLE M.	960
Uniformalion TRISTAN M.	2 625
Uniformalion / CPNEF APP CÉDRIC P.	600
LOCATION DE SALLE	780
Doublon de paiement attente remboursement (car ELORN)	497
Règlement CESU	4 861
TOTAL AU 31 12 2024	112 799

2.2 BILAN PASSIF

2.2.1 Fonds propres

Libellé	Solde au début de l'exercice	augmentation	diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres avec droit de reprise				0
Réserves	208 040	53 930		261 970
- Réserves indisponibles				0
- Réserves statutaires ou contractuelles				0
- Réserves réglementées				0
- Autres réserves				0
Report à nouveau	0			0
Résultat de l'exercice	53 930	8 006	53 930	8 006
Subvention d'investissement	39 720		1 296	38 424
TOTAL FONDS PROPRES	301 690	61 936	55 226	308 400

2.2.2 Provisions pour risques et charges

Libellé	Provisions au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	15 485	3 480	247	18 719
Provisions pour risques et charges				0
TOTAL	15 485	3 480	247	18 719

2.2.3 Provisions pour Congés payés

Libellé	Provisions au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions pour congés payés	21 654	2 501		24 155
Charges sur congés payés	7 793	1 056		8 848
TOTAL	29 447	3 557	0	33 004

2.2.4 Prime de précarité – prime exceptionnelles pouvoir d'achat

Libellé	Provisions au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions prime de précarité	0			0
Prime partage de la valeur	0	12 777		12 777
TOTAL	0	12 777	0	12 777

2.2.5 Factures non parvenues

Libellé	Montant
Commissaires aux comptes	2 880
La fierté des nôtres	188
UBACS cotisations 2024	500
UBACS 4 T 2024	1 499
FCSB : collectif brestois	500
Super U : location véhicule	104
VRAC 29 : cabas des champs agrumes	215
TOTAL	5 886

2.2.6 État des dettes

État des dettes	Montant brut	à 1 an au plus	à plus d'un an
Emprunts et dettes crédit à 1 an maximum à l'origine	71	71	
Fournisseurs et comptes rattachés	86 526	86 526	
Personnels et comptes rattachés	24 313	24 313	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	22 709	22 709	
Autres impôts taxes assimilés	725	725	
Autres dettes	11 850	11 850	
Produits constatés d'avance	19 208	19 208	
TOTAL	165 401	165 401	0

2.2.7 Produits constatés d'avance

Partenaires	convention	TOTAL	Qte part 2024	Qte part 2025	PCA
CAF 29	CLAS : 01/09/24-30/06/25	6 175	2 470	3 705	3 705
	Autofinancement	1 706		1 706	1 706
Participation des usagers	Activités hebdo	18 589	7 436	11 153	11 153
	Activités enfance	620	248	372	372
	Activité jardin	266	106	160	160
	Adhésion	3 519	1 408	2 111	2 111
TOTAL		30 874	11 667	19 207	19 207

3. AUTRES INFORMATIONS

3.1 Valorisation du bénévolat et des contributions volontaires

Si le bénévolat n'apparaît pas dans les lignes « classiques » du budget il est valorisé dans une association comme le Centre Social de Bellevue, tant il est essentiel et représente une part importante pour son fonctionnement.

Pour l'année 2024, le bénévolat a été évalué à hauteur de **10 136 heures** (contre 11 170 heures en 2023) ce qui représente **118 082 €** sur la base du SMIC (11,65 € en 2024). Une contribution non négligeable qui permet de maintenir différentes actions et activités du Centre Social.

3.2 Valorisation Ville de Brest + CAF

La Ville de Brest et la CAF du Finistère ont fourni le document récapitulatif des subventions indirectes, il fait apparaître la mise à disposition de locaux (y compris les fluides)

1) Valeurs locatives	Ville de Brest	Caf 29
1 rue Pierre Trépos	48 543	26 997
4 rue Trégor	4 516	
Groupe scolaire	6 923	
7 rue de Cornouailles	3 537	
Sous Total	63 519	26 997
2) Fluides		
Groupe scolaire Lucie et Raymond Aubrac	614	
7 rue de Cornouailles	375	
Sous total	989	0
Mise à disposition personnel Caf		60 891
Sous total	0	60 891
TOTAL GENERAL	64 508	87 888

3.3 Rémunération des cadres

En application de l'article 20, de la loi du 23 mai 2006, relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, la rémunération brute des 3 plus hauts cadres en 2024 est de 0.

3.4 Effectif

Équivalent temps plein sur 2024 : 9 ETP.

